

DEUX ACTES DU ROI LADISLAS
POUR LE MONASTÈRE DE BAGNARA CALABRA (1399, 1408)*

Fondé par le comte Roger I^{er} en 1085¹, le prieuré de chanoines réguliers de Bagnara² fut uni brièvement au chapitre cathédral de Cefalù, puis de façon définitive à l'abbaye S. Maria della Gloria d'Anagni, de l'ordre de Flore, par le pape Alexandre IV³. Élevé peu après, en 1268, au rang d'abbaye⁴, le monastère suivit le sort de S. Maria della Gloria, qui fut soumise au chapitre de Saint-Jean-de-Latran par Paul II en 1470; le chapitre était alors tenu par des chanoines réguliers, mais ceux-ci durent céder la place au clergé séculier, qui hérita de ses biens. Par la suite, Grégoire XIII confia l'établissement de Bagnara à l'ordre des prêcheurs (1582); mais le chapitre du Latran y conservait des droits et ses archives demeurèrent auprès des chanoines; c'est là qu'elles se trouvent encore aujourd'hui, comme celles de S. Maria della Gloria⁵.

* Avant toute chose, je tiens à exprimer ma dette à l'égard de Jean-Marie Martin, qui a enrichi ce travail de nombreuses observations et références, notamment en ce qui concerne les taxes de la monarchie angevine.

¹ C'est la date traditionnellement retenue. La chartre de fondation (Archivio capitolare Lateranense [désormais cité ACL], Q.7.C.1; éd. K.A. KEHR, *Die Urkunden der normannisch-sicilischen Könige. Eine diplomatische Untersuchung*, Innsbruck 1902, nr. 2, pp. 410-412) porte la date «Anno dominice incarnationis millesimo octogesimo quinto, indictione sexta», ce qui laisse le choix entre 1085 et 1082-1083, selon que l'on donne la préférence à l'année de l'incarnation ou à l'indiction.

² Bagnara Calabria, prov. de Reggio Calabria, ancien diocèse de Mileto. La meilleure notice sur cet établissement a été donnée par D. GIRGENSOHN, dans P.F. KEHR, *Italia pontificia, X: Calabria - Insulae*, Turici 1975, pp. 156-158. Voir aussi F. CARAFFA, *Il monastero fiorentino di S. Maria della Gloria presso Anagni con una introduzione sui monaci fiorentini e i loro monasteri*, Roma 1940, pp. 74-77.

³ En fait, c'est le cardinal Hugues de Saint-Cher qui, au nom du pape, prononça l'union (ACL, Q.7.D.20; cf. F. RUSSO, *Regesto Vaticano per la Calabria*, I, Roma 1974, nr. 920) le 17 août 1255; Alexandre IV en donna confirmation le 23 décembre de la même année (Ch. BOUREL DE LA RONCIÈRE, *Les registres d'Alexandre IV*, I, Paris 1902, nr. 1033, p. 312 [édition du texte, sous la date inexacte de 1256]; CARAFFA, *Il monastero* cit., p. 74, n. 29 [éd. partielle, d'après La Roncière et avec la même date]).

⁴ É. JORDAN, *Les registres de Clément IV (1265-1268)*, Paris 1893-1945, nr. 634, p. 222 (édition du texte).

⁵ L'Archivio capitolare Lateranense est actuellement installé dans les mêmes locaux que l'Archivio storico diocesano de Rome, dont il reste juridiquement et administrativement distinct.

Les documents originaux du moyen âge concernant Bagnara ne sont pas restés inconnus⁶. Les frères Kehr, en particulier, en ont mis plusieurs au jour: Karl Andreas a édité deux chartes concernant les débuts de l'établissement⁷ et Paul Fridolin, recensant les bulles pontificales antérieures à 1198, a publié des extraits de lettres de Clément III et Célestin III⁸, et aussi un acte de Manfred⁹. Pour sa part, Eduard Winkelmann y avait puisé deux actes de Frédéric II¹⁰. Plus récemment, Lynn Townsend White a livré le texte d'une concession de terres faite aux chanoines de Bagnara en Sicile¹¹; Léon-Robert Ménager a fait connaître un document qui reprend une série d'actes grecs suivie d'une confirmation latine du comte Roger, relative à une église de S. Angelo de Raith, et dont il estimait qu'il s'agissait de faux¹²; Armando Petrucci a publié une charte du comte de Loritello donnant aux chanoines deux cents oliviers à Molfetta¹³. Il reste que ces archives, assez peu accessibles et dépourvues de

⁶ Les documents médiévaux ont été également connus par l'intermédiaire des copies qu'en a tirées Pier Luigi Galletti au XVIII^e siècle et qui sont conservées à la Bibliothèque Vaticane (*Vat. lat.* 8034-8035). C'est par ce canal, notamment, que J. VON PFLUGK-HARTTUNG, qui n'avait pu avoir accès aux originaux des Archives du Latran, a pris connaissance d'une lettre de Célestin III pour Bagnara, qu'il a publiée au t. III de ses *Acta pontificum Romanorum inedita*, Stuttgart 1886, nr. 448, p. 384.

⁷ KEHR, *Die Urkunden* cit., nrr. 2-3, pp. 410-414.

⁸ P.F. KEHR, *Nachträge zu den Römischen Berichten*, dans *Nachrichten von der Königl. Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. Philologisch-historische Klasse* 16 (1903), pp. 582-583, nr. 24, et pp. 585-588, nr. 27. Réédition dans *id.*, *Papsturkunden in Italien*, a cura di R. VOLPINI, IV, Città del Vaticano 1977 (*Acta Romanorum pontificum*, 4), pp. 240-241, 243-246. Les résultats des enquêtes de Kehr ont été enregistrés par Dieter Girgensohn à la suite de la notice citée ci-dessus, pp. 158-160.

⁹ P. KEHR, *Otia diplomatica*, dans *Nachrichten von der Königl. Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen. Philologisch-historische Klasse* 16 (1903), pp. 296-299.

¹⁰ E. WINKELMANN, *Acta imperii inedita saeculi XIII. Urkunden und Briefe zur Geschichte des Kaiserreichs und des Königreichs Sicilien in den Jahren 1198 bis 1273*, Innsbruck 1880 (*Acta imperii inedita*, 1), nr. 175, p. 153, et nr. 210, pp. 187-188.

¹¹ L.T. WHITE Jr., *Latin Monasticism in Norman Sicily*, Cambridge, Mass. 1938 (The Mediaeval Academy of America, Publication nr. 31 [Monograph nr. 13]), pp. 279-280, nr. 37. L'ouvrage de White contient des pages importantes pour l'histoire de Bagnara, mais qui ne concernent que les biens du monastère situés en Sicile.

¹² L.-R. MÉNAGER, *Notes et documents sur quelques monastères de Calabre à l'époque normande*, dans *Byzantinische Zeitschrift* 50 (1957), pp. 321-333. Deux documents (ACL, Q.7.C.13, et KEHR, *Nachträge* cit., nr. 27, cité ci-dessus) permettent de localiser cette église – que Ménager cherchait en vain sous le nom de S. Michel – dans les environs d'Arena (prov. de Catanzaro), peut-être Sant'Angelo, aujourd'hui fraction de Gerocarne.

¹³ A. PETRUCCI, *Note di diplomazia normanna. I. I documenti di Roberto de «Bansu- villa», II conte di Conversano e III conte di Lorello*, dans *Bullettino dell'Istituto storico italiano per il medio evo e Archivio Muratoriano* 71 (1959), Append. I, pp. 135-138; cf. p. 118,

catalogue – comme l'ensemble des archives capitulaires du Latran –, ont encore beaucoup à livrer aux historiens. Un inventaire de la série Q, qui regroupe les *pergamene* et les cartes et plans (environ 800 documents du X^e au XIX^e siècle), est en cours d'élaboration et verra le jour d'ici peu d'années, on est en droit de l'espérer. C'est en quelque sorte un échantillon de ces richesses que je voudrais dès à présent offrir à Vera von Falkenhausen, qui m'a exprimé son intérêt pour cette entreprise. On trouvera donc ici l'édition de deux documents émanant du roi Ladislas, destinés à la communauté religieuse ainsi qu'à la terre de Bagnara et à ses hommes, dont l'abbaye avait la seigneurie¹⁴, accompagnés seulement de quelques remarques.

* * *

Le premier est un acte solennel, daté du 10 juillet 1399, qui renouvelle les exemptions¹⁵ dont le monastère pouvait se prévaloir pour quelques-uns de ses biens et qu'elle avait reçues des prédécesseurs de Ladislas; les officiers royaux ne respectaient pas ces privilèges et prétendaient exiger un *ius lignaminum*, que les religieux se refusaient à acquitter. Ladislas cite tout au long une charte de son père Charles III, du 23 décembre 1381, laquelle faisait connaître à ses officiers, et déjà à propos du *ius lignaminum*, un renouvellement de l'exemption en date du 20 décembre précédent. Ladislas répète donc ce que son père avait décidé, mais on peut remonter plus haut, car Charles III reprenait lui-même, sans s'y référer, les termes qu'avaient employés le roi Louis et la reine Jeanne dans une charte de 1353¹⁶.

Dans l'acte de Charles III repris par Ladislas, on remarquera en particulier la liste des biens protégés par l'exemption. Elle vient de loin, puisque la même énumération, non seulement figure telle quelle dans l'acte de Louis et Jeanne, mais encore se trouve déjà dans la charte de fondation de 1085; quelques noms se sont bien modifiés, mais leur identification ne saurait faire de doute. La localisation de ces biens – à l'ex-

nr. 9. Sur ce même document, voir aussi J.-M. MARTIN, *La Pouille du VI^e au XII^e siècle*, Rome 1993 (Collection de l'École française de Rome, 179), p. 389.

¹⁴ La seigneurie de l'abbaye sur la terre de Bagnara et ses habitants résulte clairement du premier des deux actes; voir aussi R. FILANGIERI, *I registri della cancelleria angioina*, 47 vol. parus, Napoli depuis 1950, XIII, p. 271, nr. 274 (de 1275-1277); XV, p. 106, nr. 157 (de 1266-1277); XXVII, p. 228, nr. 143; XXXIV, p. 32, nr. 168 (de 1424).

¹⁵ Cet acte, comme ceux dont il va être question plus loin, emploient indistinctement, et généralement en les accolant, les mots *exemptio*, *immunitas* et *libertas* pour signifier que les religieux n'ont pas à payer les taxes.

¹⁶ ACL, Q.7.D.18.

ception des trois moulins que le texte situe à Seminarā – serait assez problématique si l'on ne disposait d'une autre liste de biens, de la fin du XII^e siècle, plus étendue car elle ne concerne pas seulement des biens immunes: c'est celle de la bulle de Célestin III du 12 mai 1192¹⁷. On y retrouve en effet les mêmes possessions, selon un classement différent, mais la liste est ordonnée topographiquement et donne le nom des finages (*tenimenta*) où se situent les diverses églises avec leurs dépendances.

<i>Fondation – 1085</i>	<i>Célestin III – 1192</i>	<i>Louis et Jeanne – 1353</i>	<i>Charles III – 1381</i>
molendina tria apud Seminarium	in tenimento Seminarie, tria molendina;	molendina tria sita in pertinentiis Seminarie;	molendina tria sita in pertinentiis Seminarie;
ecclesiam Sancte Trinitatis cum pertinentiis suis	ecclesiam Sancte Trinitatis in Seminarā	ecclesiam Sancte Trinitatis cum pertinentiis suis;	ecclesiam Sancte Trinitatis cum pertinentiis suis;
Sanctum Nicholaum de Marcanito cum terris et pertinentiis suis,	et ecclesiam Sancti Nicolai de Marcaneto, cum uillanis, terris, uineis et earum pertinentiis;	Sanctum Nicholaum de Mercaneto cum terris et pertinentiis suis;	Sanctum Nicholaum Merraneco cum terris et pertinentiis suis;
Sanctam Mariam de Charanto cum terris et pertinentiis suis,	[in tenimento Seminarie] ecclesiam Sancte Marie de Chalantu, cum terris et pertinentiis suis,	ecclesiam Sancte Marie de Carenda cum terris et pertinentiis suis;	ecclesiam Sancte Marie de Carenda cum terris et pertinentiis suis;
Sanctum Michaellem de Bitica cum terris et pertinentiis suis,	ecclesiam Sancti Michaelis de Bitica, cum terris et pertinentiis suis,	Sanctum Michaellem de Prata cum terris et pertinentiis suis;	Sanctum Michaellem de Prata cum terris et pertinentiis suis;
Sanctum Georgium de Palmis cum terris et pertinentiis suis,	ecclesiam Sancti Georgii de Palmis, cum terris et pertinentiis suis;	Sanctum Georgium de Palmis cum terris et pertinentiis suis;	Sanctum Georgium de Palmis cum terris et pertinentiis suis;
Sanctum Felicem de Arenis cum omnibus pertinentiis suis,	in tenimento Arenarum, ecclesiam Sancti Felicis;	Sanctum Felicem de Arenis cum omnibus pertinentiis suis;	Sanctum Felicem de Arenis cum omnibus pertinentiis suis;
Sanctum Lucam de Solano cum silua, terris, uineis et pertinentiis suis	ecclesiam Sancti Luce de Solano, cum siluis et pertinentiis suis;	Sanctum Lucam de Sulano, cum silua, terris, uineis et pertinentiis suis omnibus et singulis,	Sanctum Lucam de Sulano cum silua, terris, uineis et pertinentiis suis omnibus et singulis,

¹⁷ KEHR, *Papsturkunden cit.*, IV, p. 586.

On peut ainsi constater que les biens immunes du monastère de Bagnara se situaient principalement sur le finage de Seminara¹⁸. Deux exceptions seulement: l'église de S. Felice se trouvait à Arena et celle de S. Luca à Solano, tout près de Bagnara¹⁹.

Il reste à examiner de quelles charges ces biens étaient exemptés. La charte de Charles III indique qu'ils étaient libres «ab omni onere et prestatione solutionum, collectarum et aliorum onerum... a quolibet iugo angarie et perangarie»²⁰. Les *collecte* désignent, dans le royaume de Sicile et ce depuis Frédéric II au moins, une aide féodale qui s'était transformée en impôt direct annuel (*generalis collecta*), à côté duquel il existait aussi des *collecte* particulières. Quant aux *angarie* et *perangarie*, c'étaient des corvées publiques, notamment pour la réparation des châteaux, que l'on trouve dans tout le royaume au moins jusqu'aux premiers Angevins, et qui paraissent avoir été plus nombreuses en Calabre, touchant en particulier à l'entretien de la flotte.

C'est précisément à cette catégorie qu'appartient le *ius lignaminum* qui était l'objet de contestation entre l'abbaye de Bagnara et les officiers royaux. Il s'agissait à l'origine, semble-t-il, d'une corvée de transport de bois de construction pour les navires de guerre²¹, attestée seulement en Calabre et peut-être en Sicile, et transformée à la fin de l'époque souabe en une taxe monétaire²².

Un siècle et plus avant le document examiné ici, Barthélemy de Nicastro pointait le doigt sur ces taxes – et notamment sur le *ius lignaminum* – qui avaient rendue impopulaire la monarchie angevine: «Quid collecta pecuniae generalis, pro cuius solutione uix sufficiebant hominum facultates? quid mutua et non consueta lignaminum et marenariorum iura?»²³.

¹⁸ L'église S. *Georgii de Palmis* semble se référer à la localité actuelle de Palmi, très proche de Seminara dont elle est cependant distincte; le privilège de Célestin III la situe *in tenimento Seminarie*, ce qui n'est sans doute pas contradictoire.

¹⁹ Solano est aujourd'hui divisé en deux fractions, l'une appartenant à la commune de Bagnara (Solano inferiore) et l'autre à celle de Scilla (Solano superiore).

²⁰ Ci-dessous, document I, § 8, lignes 14-15.

²¹ W. COHN, *Die Geschichte der normannisch-sizilischen Flotte unter der Regierung Rogers I. und Rogers II. (1060-1154)*, Breslau 1910, pp. 75-77; *id.*, *Die Geschichte der sizilischen Flotte unter der Regierung Friedrichs II. (1197-1250)*, Breslau 1926, pp. 119-120 (ces deux ouvrages, avec celui qui est cité dans la note suivante, ont été réimprimés en un seul volume, *id.*, *Die Geschichte der sizilischen Flotte, 1060-1266*, Aalen 1978).

²² W. COHN, *Die Geschichte der normannisch-sizilischen Flotte unter der Regierung Konrads IV. und Manfreds (1250-1266)*, Berlin 1920, pp. 119-120. L'autorisation de transport du bois par voie de mer que reçut l'abbaye de Bagnara et que Cohn cite à ce sujet, ne paraît pas avoir de rapport avec le *ius lignaminum* qui nous occupe ici.

²³ BARTHOLOMAEUS DE NEOCASTRO, *Historia Sicula*, cap. XII, éd. C. PALADINO, dans *Rerum Italicarum scriptores*, nuova ed., XIII/3, Bologna 1922, p. 10, lignes 32-33;

L'acte de Ladislas peut aussi intéresser les diplomatistes sous quelques aspects²⁴. Il ne donne pas une idée très élevée de la chancellerie du royaume à cette époque: l'écriture, une cursive assez souvent mal formée, ne rappelle en rien le tracé très soigné de la charte de Louis et Jeanne; en outre, le scribe a commis, me semble-t-il, un certain nombre de fautes pour lesquelles je propose en note des corrections. La double queue sur laquelle le document était scellé – le sceau a disparu, mais il en reste les attaches – n'est pas un morceau de parchemin vierge, mais un remploi, découpé dans ce qui paraît être la minute d'un autre acte de Ladislas.

La principale remarque à faire sur le document, du point de vue de la diplomatique, vise la souscription autographe du roi Ladislas (fig. 1). On sait que les diplômes de la monarchie angevine devaient porter le nom du protonotaire écrit de sa propre main²⁵; en cas d'absence, son lieutenant inscrivait son propre nom. Il existe d'autres lettres royales de Ladislas données *per manus nostri regis*²⁶. Celui-ci présente l'originalité d'expliquer pourquoi le roi a dérogé à la coutume: quand il a délivré son diplôme, ni le logothète et protonotaire, ni son lieutenant ne se trouvaient présents, et c'est pourquoi il a lui-même porté son nom sur le parchemin, de sa propre main, en prenant la précaution de souligner que cette infraction aux usages de la chancellerie n'invalidait en rien la charte²⁷.

* * *

Le second document, d'intérêt sans doute moindre, a le même objet que le premier. Moins solennel, ce simple mandement ne comporte

cf. J. GÖBBELS, *Das Militärwesen im Königreich Sizilien zur Zeit Karls I. von Anjou (1265-1285)*, Stuttgart 1984 (Monographien zur Geschichte des Mittelalters, 29), p. 250 n. 15.

²⁴ Sur la diplomatique de la chancellerie du royaume de Naples sous Ladislas, voir E. GALASSO, *Contributo alla ricostruzione della cancelleria Angioina: nuovi documenti di Ladislao d'Angiò Durazzo (1397-1413)*, dans *Atti dell'Accademia Pontaniana*, n.s. 17 (1967-1968), pp. 313-339; voir aussi, sur la chancellerie du royaume en général, R. DELLE DONNE, *Le cancellerie dell'Italia meridionale (secoli XIII-XV)*, dans *Ricerche storiche* 24 (1994), pp. 361-388.

²⁵ L. CADIER, *Essai sur l'administration du royaume de Sicile sous Charles I^{er} et Charles II d'Anjou*, Paris 1891 (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, 59), p. 205; A. KIESEWETTER, *La cancelleria angioina*, dans *L'État angevin. Pouvoir, culture et société entre XIII^e et XIV^e siècle*, Rome 1998 (Collection de l'École française de Rome, 245; Istituto storico italiano per il medio evo. Nuovi studi storici, 45), pp. 386-391.

²⁶ GALASSO en a publié trois, datées l'une du 11 décembre 1397 (*Contributo cit.*, nr. I, pp. 321-323), une autre du 5 mars 1400 (nr. III, pp. 327-330), la troisième du 23 mai 1413 (nr. VI, pp. 336-337).

²⁷ Dans un autre cas, en l'absence du protonotaire et de son lieutenant, l'acte a été souscrit par le lieutenant du chancelier (GALASSO, *Contributo cit.*, nr. II, pp. 323-327).

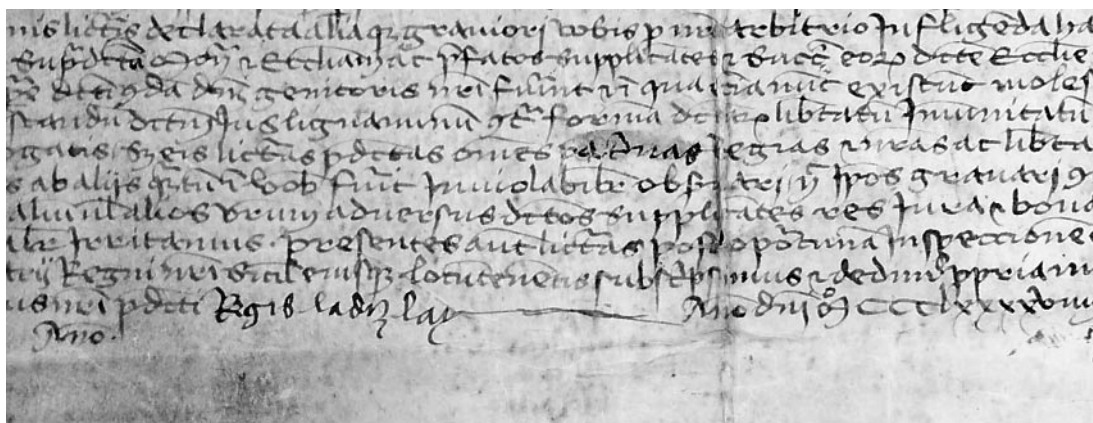


Fig. 1 – Souscription du roi Ladislas (Archivio capitolare Lateranense, Q.7.D.5, détail).
Foto Fondazione Paolo di Tarso.

qu'une titulature abrégée du roi et n'a été scellé que du petit sceau. La date qui y figure est celle de la première indiction, sans indication du millésime de l'incarnation; la première indiction pourrait théoriquement s'appliquer aux années 1393 et 1408, mais le contexte impose l'année la plus tardive. Par ce document, le roi rappelle à ses officiers, toujours prompts à l'oublier, l'exemption dont jouissent la terre et les hommes de Bagnara. On notera pourtant qu'ici les biens lointains de l'abbaye ne sont pas mentionnés comme bénéficiaires de l'exemption, mais seulement Bagnara et la communauté (*uniuersitas*) de ses habitants. L'abbaye, nous apprend le document, était alors tenue en commende par le «cardinal d'Aquilée», Antonio Caetani²⁸.

LOUIS DUVAL-ARNOULD

²⁸ Antonio Caetani, nommé patriarche d'Aquilée en 1395 par Boniface IX, fut promu cardinal par le même pape en 1402. Entré en dissidence contre Grégoire XII avec sept autres cardinaux le 11 mai 1408, réfugié avec eux à Pise, il fut destitué de son cardinalat par le pape le 14 janvier 1409; il participa au concile de Pise (1409) réuni par les dissidents. Sa rébellion le brouilla avec le roi Ladislas. Il mourut à Rome en janvier 1412. Parmi les bénéfices qu'il avait reçus durant son cardinalat, figurent deux autres commendes d'abbayes, celles des Saints-Boniface-et-Alexis à Rome et celle de Farfa; celle de Bagnara semble ignorée jusqu'à présent. Sur ce personnage, voir la notice de D. GIRGENSOHN dans *Dizionario biografico degli Italiani*, XVI, [Roma] 1973, pp. 115-119.

I

Naples - 1399 juillet 10

Ladislas, roi de Sicile, rappelle à ses officiers du duché de Calabre les exemptions de taxes accordées par son père le roi Charles III au monastère de Bagnara en faveur de certains biens et leur impose de les appliquer.

A Original, autrefois scellé sur double queue de parchemin. Parchemin épais; largeur: 507/495 mm; hauteur: 406/399 mm; repli: 49/51 mm. La feuille de parchemin est usée le long de ses anciens plis, ce qui rend difficilement lisible une grande partie de la 40^e ligne, dont le texte peut cependant être contrôlé par le parallèle de l'acte des rois Louis et Jeanne (ACL, Q.7.D.18). – Archivio capitolare Lateranense, Q.7.D.5.

¹ [1] Ladizlaus, Dei gratia Hungarie, Ierusalem, Sicilie, Dalmatie, Croacie, Ranie, Seruie, Galicie, Lodomerie, Comanie Bulgarieque rex, Prouincie et Forcalquerii ac Pedimontis comes, uicemgerentibus nostris et generalibus capitaneis² ducatus nostri Calabrie ac iusticiariis prouincie Calabre et capitaneis terre nostre Seminarie de prouincia supradicta eorumque locatenentibus, et officialibus nostris aliis uniuersis et singulis ad quos spectat et spectare poterit, quocumque titulo³ nuncupentur, presentibus et futuris, fidelibus nostris dilectis, gratiam et bonam uoluntatem.

[2] Tenemur ex presidencie debito nostrorum fidelium et ecclesiarum precipue causas protegere et ipsorum dispendia quantum fauorabiliter et honeste possumus euitare.⁴ Imitando in hoc signanter regia paterna uestigia que in ipsarum ecclesiarum fauorem comperimus satis prompta, significamus uobis quod olim clare memorie dominus rex Karolus tertius, reuerendus dominus genitor noster, dum uiueret, religi-⁵osis uiris priori et conuentui uenerabilis monasterii Sancte Marie de Balnearia, deuotis oratoribus, ac uniuersitati et hominibus dicte terre Balnearie, fidelibus regiis paternis et nostris, suas regias concessit litteras tenorem qui sequitur continentes:

⁶ [3] Karolus tertius, Dei gratia rex Ierusalem et Sicilie, Prouincie et Forcalquerii ac Pedimontis comes, generalibus capitaneis et iusticiariis Calabrie eorumque locatenentibus ac officialibus aliis uniuersis et singulis ad quos spectat et spectare poterit,⁷ presentes litteras inspecturis, presentibus et futuris, fidelibus nostris, gratiam nostram et bonam uoluntatem.

[4] Maesta sunt nobis queque grauamina nostris irrogata fidelibus, sed que inferuntur ecclesiis ecclesiasticisue personis et aliis piis locis eo molestius⁸ grauiusque perferimus quo magis ipsas et ipsa affectu benigno prosequimur et eorum fauores et comoda quantum honeste possumus libentius procuramus.

[5] Sane pro parte religiosorum uirorum . . . prioris et conuentus uenerabilis monasterii Sancte Marie de Balnearia⁹ de ipsis Calabrie partibus, deuotorum oratorum nostrorum, ac uniuersitatis et hominum terre Balnearie, nostrorum fidelium, fuit nouiter deuota et humili expositione monstratum maiestati nostre quod, pridem cupientes dominice caritatis affectu iura dicti monasterii¹⁰ et uniuersitatis hominum predictorum debitis fulciri presidiis et oportunis subsidiis confoueri, eisdem monasterio et hominibus uniuersitatis ipsius patentes litteras nostras concessimus, maiestatis nostre sigillo pendenti munitas, tenoris per omnia et continentie¹¹ subsequens:

[6] Karolus tertius, Dei gratia rex Ierusalem et Sicilie, Prouincie et Forcalquerii ac Pedimontis comes, uniuersis presentes litteras inspecturis, tam presentibus quam futuris.

[7] Nutu diuino regali prefecti fastigio fauoris prerogatiui de-¹² bemus ecclesiis earum incrementa profectuum in honorem Dei qui est capud Ecclesie totis affectibus ampliare.

[8] Sane pro parte . . . prioris et conuentus uenerabilis monasterii Sancte Marie de Balnearia de partibus Calabrie, deuotorum oratorum nostrorum, ac uni-¹³ uersitatis et hominum dicte terre Balnearie, nostrorum fidelium, fuit maiestati nostre expositum reuerenter quod dictum monasterium a tempore foundationis et constructionis ipsius monasterii et a tempore cuius in contrarium memoria hominum non existit pacifice et quiete tenuit¹⁴ et possedit ac tenet et possidet dictam terram Balnearie cum hominibus, iuribus et pertinentiis suis omnibus et singulis liberam et exemptam ab omni onere et prestatione solutionum, collectarum et aliorum onerum que aliis hominibus et terris dicte prouincie Calabre¹⁵ pro tempore impositae fuerunt et imponi consueuerunt a quolibet iugo angarie et perangarie, et in possessione dicte libertatis et exemptionis fuerunt et sunt a dicto tempore usque nunc et toto tempore supradicto et propterea ipsa terra Balnearie non inuenitur¹⁶ aliquo tempore fuisse taxata in solutione collectarum, donorum et aliorum onerum predictorum, sed semper fuit eis seruata libertas, immunitas et exemptio supradicta, necnon infrascriptas possessiones et ecclesias, uidelicet:

[9] molendina tria sita in pertinentiis¹⁷ Seminarie;

[10] ecclesiam Sancte Trinitatis cum pertinentiis suis;

[11] Sanctum Nicolaum de Merraneco cum terris et pertinentiis suis;

[12] ecclesiam Sancte Marie de Carenda cum terris et pertinentiis suis;

[13] Sanctum Michaelem de Prata cum terris et pertinentiis suis;

[14] Sanctum Georgium¹⁸ de Palmis cum terris et pertinentiis suis;

[15] Sanctum Felicem de Arenis cum omnibus pertinentiis suis;

[16] Sanctum Lucam de Sulano cum silua, terris, uineis et pertinentiis suis omnibus et singulis,

[17] similiter cum libertate et exemptione predicta tenuit et possedit ac tenet et possidet,¹⁹ in possessione dicte libertatis fuerunt usque ad tempus felicis recordationis domini regis Roberti, Ierusalem et Sicilie regis incliti, proau nostri et domini reuerendi, a dicto tempore usque nunc et nunc similiter.

[18] Nouiter uero iusticiarius dicte prouincie seu²⁰ eius locumtenens, non atenta libertate, immunitate et exemptione predictis, nititur ab eis exigere collectam, subsidium siue donum et alia onera contra libertatem et exemptionem eandem in cuius possessione fuerunt et sunt, ut predicatur, in eiusdem monasterii²¹ et eorumdem exponencium preiudicium euidentis et intollerabile detrimentum.

[19] Deuota propterea per eosdem exponentes maiestati nostre supplicatione subiuncta, et^(a) donationes, concessionis et tradiciones factas dicto monasterio de ipsa terra Balnearie cum²² hominibus, iuribus et pertinentiis suis omnibus et de predictis possessionibus et ecclesiis pro habundancioris ipsius monasterii ac predictorum exponencium et successorum eorum cautele suffragio per nouum nostre ratificationis et approbacionis munimentum expediens²³ confirmare et dictam libertatem, immunitatem et exemptionem eis seruari mandare benignius dignemur, nos igitur, quia coram magnifico uiro Iohanne de Vrsinis²⁹, comite Manupelli, logotheta et prothonotario regni Sicilie, dilecto collateralis consiliario et²⁴ fideli nostro, cui exinde specialiter per nostram curiam fuit commissum, ostensa fuerunt priuilegia immunitatis et exemptionis predicte dicto monasterio propterea concessa, ac perquisitis rationibus iusticiariorum dicte prouincie, in quibus continentur terre ipsius prouincie in donis²⁵ et aliis oneribus taxatis, non inuenitur in eis taxata fuisse dicta terra Balnearie nec contribuisset in donis et oneribus ipsis, et ex zelo interne caritatis quo ad ecclesias ecclesiasticasue personas prouehimur, illorum causas debitis²⁶ intendentes fulciri presidii et opportunis fauoribus confouere, eorumdem exponentium supplicationem in hoc ad exaudicionis gratiam admittentes, predicta omnia et singula que ad presens idem monasterium seu ipsi supplicantes pro parte ipsius monasterii tenent et possident in ea²⁷ libertate, immunitate et exemptione ac possessione seu quasi ipsius in qua consueuerunt hucusque esse usque ad obitum dicti domini regis Roberti et ab eo tempore usque nunc fuerunt et sunt eidem monasterio et ipsis supplicantibus pro se et successoribus eorum ac prefata ecclesia²⁸ pro habundancioris cautele suffragio per presentis scripti seriem de certa nostra scientia et gratia speciali, ut ipsi feruentius et constancius animentur circa diuinum cultum absque aliquo impedimento et obstaculo, ob reuerentiam beate Virginis Marie,²⁹

^(a) et: *lege ut*

²⁹ Sur Giovanni Orsini, comte de Manoppello (Giovanni di Napoleone di Poncello di Matteo Rosso), voir P. LITTA, *Famiglie celebri d'Italia, Orsini di Roma*, tav. VI; Fr. ALLEGREZZA, *Organizzazione del potere e dinamiche familiari. Gli Orsini dal Duecento agli inizi del Quattrocento*, Roma 1998 (Nuovi studi storici, 44), tav. 5. Le comté de Manoppello était entré dans la famille Orsini vers 1330, par le mariage de Napoleone avec Maria di Suliaco, héritière du comté (F. SAVIO, *Le tre famiglie Orsini di Monterotondo, di Marino e di Manoppello*, dans *Bollettino della Società Umbra di storia patria* 2 (1896), pp. 107-109; Fr. ALLEGREZZA, *Formazione, dispersione e conservazione di un fondo archivistico privato: il fondo diplomatico dell'Archivio Orsini tra medioevo ed età moderna*, dans *Archivio della Società Romana di storia patria* 114 (1991), p. 92; EAD., *Organizzazione cit.*, p. 71 n. 20).

cuius uocabulo dictum monasterium insigniitur confirmamus, ratificamus et perpetuo approbamus ac realis confirmacionis, ratificacionis et approbacionis nostre munimine roboramus, dantes nichilominus earumdem tenore presentium expressius in mandatis³⁰ iusticiariis dicte prouincie uel eorum locatentibus, . . . taxatoribus, collectoribus et perceptoribus fiscalium collectarum et aliorum donorum et munerum cuiuscumque fiscalis pecunie, necnon et officialibus aliis ad quos spectat et spectare poterit, presentibus³¹ et futuris, quod dictum monasterium et ecclesiam seu ipsos supplicantes et successores eorum necnon homines eiusdem terre Balnearie, contra libertatem, immunitatem et exemptiones predictas in quarum possessione sunt ad presens, ut predicatur, et hucusque consueuerunt esse,³² molestare, impetere seu inquietare occasione quarumcumque collectarum, donorum, munerum et subuentionum fiscalium nullatenus presumant, quinimmo dictam libertatem, immunitatem et exemptionem obseruent eis et in ea possessione qua sunt ad presens, ut predicatur,³³ et hucusque consueuerunt esse mandent et faciant obseruari, quibuscumque mandatis et ordinationibus forte in contrarium factis uel in antea faciendis sub quacumque forma et expressione uerborum non obstantibus quoquo modo.

[20] In cuius rei testimonium³⁴ presentes litteras exinde fieri et pendenti maiestatis nostre sigillo iussimus communiri.

[21] Datum Neapoli per eundem uirum magnificum Iohannem de Vrsinis comitem ManupPELLI, logothetam et prothonotarium regni Sicilie, collateralem consiliarium³⁵ et fidelem nostrum dilectum, anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo primo, die uicesimo decembris, quinte indictionis, regnorum nostrorum anno primo.

[22] Pro eorumdem monasterii et uniuersitatis hominum predictorum parte in eadem expositione querelanter adiecto³⁶ quod, quamuis uigore priuilegiorum et litterarum huiusmodi fuerint et sint ac esse debeant immunes, liberi et exempti generaliter a prestatione onerum quorumcumque, et in pacifica possessione seu quasi libertatum, immunitatum et exemptionum omnium predictorum (!) iuxta ipsorum priuilegiorum³⁷ et litterarum mentem et seriem fuerint et sint a longis temporibus retrolapsis, presens tamen iusticiarius ipsius Calabrie regionis, priuilegiis ipsis et litteris earumque serie librato iudicio non attenda, dictum monasterium et homines terre Balnearie supradicte ad prestandum³⁸ certum ius lignaminum, contra formam libertatum et immunitatum huiusmodi eis a prestatione quorumcumque onerum, ut predicatur, concessarum nostreque intencionis propositum, minus iuste compellit, non minus in iuris iniuriam quam dictorum monasterii et hominum uni-³⁹uersitatis predicte importabile detrimentum.

[23] Super quo nostre prouisionis remedio suppliciter implorato, nos, ecclesiarum et monasteriorum iuri^(b) seruari uolentes illesa et concessa illis iusti-

^(b) iuri: *lege iura*

tia principum non restringi duriter, sed ampliari benignius⁴⁰ intendentes et proinde ipsorum que per grauamina et molestationes indebitas detestabiliter abhorren[tes fide]litati uestre firmiter et districte, sub pena contentus^(c) mandati et a[lia] grauiori uobis et uestrum cuiilibet pro motus nostri arbitrio⁴¹ infligenda, precipiendo mandamus quatenus uos et uestrum singuli generales capitanei, iusticiarii et officiales alii tam presentes quam successiue futuri formam predictarum aliarum^(d) nostrarum et aliorum priuilegiarum eisdem monasterio et hominibus de huiusmodi libertatibus, immu[n]itatibus et exemptionibus generaliter concessorum, que ex zelo caritatis interne ex preuisa cautela confirmanda duximus, ut superius est expressum, eorumque mente et serie diligenter attendita et intransgressibiliter obseruata, cum illis nulla sit facta reseruatio⁴² uel exceptatio, de prestatione iuris grauaminum predictorum dictum monasterium et homines terre Balnearie supradicte ad prestandum dictum ius lignaminum contra formam et efficaciam generalium libertatum, immunitatum et exemptionum in quorum⁴³ possessione fuerunt usque ad obitum dicti domini regis Roberti et usque nunc nullatenus de cetero compellatis nec compelli quomodolibet permittatis. Quinymo tu, idem presens iusticiarius, statim reuocare procures in irritum quicquid⁴⁴ fore per te seu de mandato tuo in contrarium super hiis forsitan attemptatum, quod et nos ex nunc prout ex tunc earundem tenore presentium reuocamus et penitus annullamus. Sic in premissis et taliter uos gerentes quod de exponentibus⁴⁵ ipsis non supersit ulterior exinde conquerendi materia et nostras, quod moleste ferremus, non expediat inculcare denuo iussiones, presentibus post oportunam inspectionem earum remanentibus presentanti efficaciter in antea⁴⁶ ualituris.

[24] Datum Neapoli per eundem uirum magnificum Iohannem de Vrsinis, comitem Manupelli, logothetam et prothonotarium regni Sicilie, collateralem consiliarium et fidelem nostrum dilectum, anno Domini millesimo trecentesimo octua-⁴⁷ gesimo primo, die vicesimo tertio decembris, quinte indictionis, regnorum nostrarum anno primo.

[25] Supplicato itaque pro dictorum prioris et conuentus ac uniuersitatis hominum parte culmini nostro deuotius ut pre-⁴⁸ scriptas et alias quascumque regias paternas litteras ab olim supplicanti-⁴⁹ bus ipsis indulctas (!) eis confirmare et obseruari iubere benignius dignaremur, nos, ecclesiarum fauores et comoda exquirere summis studiis cupientes, ⁵⁰ nec minus intendentes in hiis et singulis dicti condam domini genitoris nostri commendanda uestigia et actus laudabiles imitari, porrectis quoque nobis in hac parte huiusmodi supplicationibus inclinati, prescriptas et alias quas-

^(c) contentus: *lege contemptus*

^(d) aliarum: *lege litterarum*

cumque litteras⁵¹ per iamdictum condam dominum genitorem nostrum de prescriptis immunitatibus, gratiis et causis aliis memoratis supplicanti-
bus concessas, quamquam per se ualidum robur obtineant, in potioris
quidem cautele suffragium, de certa nostra scientia,⁵² tenore presentium
confirmamus, uolentes et fidelitati uestre de dicta certa nostra scientia et
sub pena in suprascriptis regiis paternis litteris declarata aliaque grauiori
uobis pro nostro arbitrio inflingenda harum serie precipientes expresse
quatenus,⁵³ prescriptarum et aliarum predictarum regiarum paternarum
ac presencium litterarumstrarum per uos attentis tenoribus et seruati-
tis, supradictum monasterium et ecclesiam ac prefatos supplicantes et
successores eorum dicte ecclesie nomine predictosque uniuersitatem⁵⁴
et homines ipsius terre Balnearie contra libertates, immunitates et exem-
ptiones predictas, in quarum possessione tempore dicti condam domini
genitoris nostri fuerint et in qua etiam nunc existunt, molestare, impe-
tere seu inquietare⁵⁵ occasione quarumcumque collectarum, donorum,
munerum et funcionum fiscalium nullatenus presumatis eosque ad pre-
standum dictum ius lignaminum contra formam dictarum libertatum,
immunitatum et exemptionum eorum, in quarum⁵⁶ possessione usque ad
diem obitus dicti condam domini regis Roberti, ut predictur, extiterunt
totaliter uel partialiter non cogatis, sed eis litteras predictas omnes pater-
nas regias et nostras ac libertates, immunitates et exemptiones⁵⁷ premis-
sas iuxta ipsarum omnium tenores et series, prout uestra intererit, seruetis
efficaciter ac mandetis et faciatis ab aliis, quantum in uobis fuerit,
inuiolabiliter obseruari, nec ipsos grauari contra dictarum litterarum et
immuni-⁵⁸ tatum continentiam atque mentem, reuocaturi et reuocari fac-
turi prorsus in irritum quicquid per uos, alium uel alios uestrum aduersus
dictos supplicantes, res, iura et bona ipsorum contra presentium et pre-
scriptarum⁵⁹ ac aliarum predictarum litterarum series continget imposte-
rum attemptari; quod nos etiam reuocamus et totaliter irritamus.

[26] Presentes autem litteras, post oportunam inspectionem earum,
pro cautela restitui⁶⁰ uolumus presentanti premissis modo efficaciter in
antea ualituras.

[27] Quas in absentia logothete et prothonotarii regni nostri Sicilie
eiusque locumtenentis subscripsimus et dedimus propria manu nostra, ritu
et obseruancia⁶¹ nostre curie in contrarium non obstante.

[28] Datum Neapoli in absentia dicti prothonotarii et locumtenentis
ipsius per manus nostri predicti regis *Ladizlay*^(e), anno Domini M^o

(e) regis ladizlay: altera manu in spatio uacuo a prima manu relicto

CCCLXXXVIII^o, die decimo iulii, VII^e indictionis, |⁶² regnorum nostrorum anno terciodecimo.

Sur le repli, dans l'angle inférieur gauche: n. xii
 Sur le repli, au centre: R(egistra)ta in cancellaria
 [...] XII.. in prothonotarium

II

Naples, Castello Nuovo – 1408 mars 18

Ladislas, roi de Sicile, rappelle à ses officiers du duché de Calabre l'exemption de taxes dont jouit la communauté des habitants de Bagnara et leur enjoint de s'y conformer.

A Original, autrefois scellé; après le dernier mot, la teinte rougeâtre du parchemin indique le lieu où le sceau royal était plaqué. Parchemin épais; largeur: 285/287 mm; hauteur: 189/187 mm. – Archivio capitolare Lateranense, Q.7.E.24.

[¹ [1] Ladizlaus, Dei gratia Hungarie, Ierusalem, Sicilie rex, etc., uicemgerentibus et generalibus capitaneis ducatus Calabrie necnon iusti-|² ciariis prouincie Calabre ac erariis dicte prouincie et commissariis ceterisque officialibus ubilibet per dictum ducatum|³ Calabrie constitutis quocumque nomine nuncupatis officioque fungentibus ad quos spectat et spectare poterit, et eorum locatenentibus,|⁴ presentibus et futuris, fidelibus nostris dilectis, gratiam et bonam uoluntatem.

[2] Nouiter non absque querela pro parte uniuersitatis et ho-|⁵ minum terre Balnarie de dicta prouincia Calabra, que terra est monasterii Sancte Marie de Balnaria et tenetur pro parte reuerendissimi in |⁶ Christo patris domini A(ntonii) cardinalis Aquilagensis, amici nostri carissimi, habentis dictum monasterium in commendam, nobis fuit expo-|⁷ situm quod ipsi a retrohacto tempore, cuius memoria hominum in contrarium non existit, a solutione collectarum, subsidiorum, donorum|⁸ et aliarum fiscalium functionum et a prestatione quorumcumque onerum angarieque et perangarie fuerunt et sunt ac esse debent|⁹ exempti et immunes secundum quod continetur in quibusdam priuilegiis dudum per quondam clare memorie dominum regem Caro-|¹⁰ lum tercium, genitorem nostrum, et nos ac eius et nostras litteras confirmatis ac etiam acceptatis, et dicti uniuersitas atque|¹¹ homines, ut subiungit exposicio eorumdem, per uos se aliquos uel aliquem uestrum contra tenorem

et seriem ditorum priuilegiorum¹² ac prefatarum litterarum dicti quondam genitoris nostri et nostrarum, ac libertatem et immunitatem quam habuerunt (!) et habere debent¹³ ad multa indebita et angarias sepe sepius compelluntur et multipliciter molestantur in eorum et dicte libertatis graue preiudicium¹⁴ atque dampnum.

[3] Super quo pro ipsorum parte habito ad nos recursu et pro eorum parte nostro presidio suppliciter implorato, nos, inten-¹⁵ dentes neminem ad indebita onera et angarias compelli et grauari, nec minus contemplatione dicti domini cardinalis, uolentes¹⁶ omnino libertatem, exemptionem et ymmunitatem predictas quas habuerunt et habere debent dicti uniuersitas et homines iuxta te-¹⁷ norem ditorum priuilegiorum et litterarum eis obseruare et a cunctis facere obseruari, fidelitati uestre tenore presencium de certa nostra¹⁸ scientia mandamus expresse quatenus, forma ditorum preuilegiorum et litterarum diligenter attenda et in omnibus inuiolabiliter obseruata,¹⁹ uos presentes contra dictam libertatem et tenorem ditorum priuilegiorum et litterarum ad solutionem dictarum collectarum, donorum²⁰ et fiscalium functionum et prestacionem ditorum onerum et angariarum ac ad alia indebita homines ipsos minime compellatis, nec²¹ etiam uos futuri eos ad similia astringatis, quinymmo uos presentes ab huiusmodi grauaminibus, oneribus et angariis²² omnino et penitus desistatis; reuocantes et annullantes in irritum quicquid per uos uel uestrum altero (?) in preiudicium ditorum²³ hominum contra seriem ditorum priuilegiorum et litterarum eorumque libertatem attentatum extitit seu contingerit in posterum forsitan²⁴ attentari; quod nos etiam reuocamus et penitus annullamus; quibuscumque huic facientibus in contrarium non obstantibus quoquomodo.

²⁵ [4] Presentes autem litteras paruo nostro sigillo munitas post earum oportunam inspectionem uicibus singulis restitui uolumus presentanti. Quibus obsistere²⁶ nolumus quod magno nostro pendenti sigillo sigillate non sunt nec aliis nostre curie sollempnitatibus roborate.

[5] Datum in Castro²⁷ Nouo Neapolis, sub dicto paruo sigillo nostro, die xviii^o marcii, prime indictionis.

Au bas de la feuille de parchemin: De mandato regio.